

Direction du patrimoine bâti  
Rue du Stand 25  
1204 Genève

**Bibliothèque de Genève**  
***Rue de Candolle 3 – 1204 Genève***

**Rénovation complète du bâtiment**  
**Phase préliminaire de pré-étude**

**Mandat pour un pool de mandataires, regroupant :**

- un-e spécialiste en bibliothéconomie,
- un-e spécialiste en conservation de biens culturels,
- un-e architecte

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**M230TI**

**Procédure ouverte à un tour**

**CAHIER DES CHARGES**

**DOCUMENT A1**

**TABLE DES MATIERES**

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GENERALES
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

---

**DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR**

- Document B1 (agrafé et non relié)
  - Attestations demandées
-

## **DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE**

**Procédure ouverte : documents consultables et téléchargeables sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch) en format pdf**

- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat
- Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 102)
- Plan de situation, sites constitutifs de la BGE
- Dossier de plans
- Dossier photographique
- Rapport de recherche historique et architecturale – Mme Catherine Courtiau et atelier Face à Face – décembre 2002
- Bilan des conditions de conservation dans les dépôts – Andréa Giovannini – juillet 2007
- Présentation à la Direction de la BGE du 2 septembre 2014
- Audit de protection incendie et évaluation des risques – CSD ingénieurs SA – 5 décembre 2016

## 1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour pour le projet :

**Bibliothèque de Genève**  
**Rue de Candolle 3 – 1204 Genève**  
**Rénovation complète du bâtiment – Phase préliminaire de pré-étude**

### Types de mandataires recherchés et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les mandataires établis en Suisse ou dans un Etat signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses.

Les *spécialistes en bibliothéconomie* doivent également remplir la condition suivante :

- être porteur à la date d'inscription à la présente procédure d'un diplôme conforme au système de Bologne de niveau Master (BA ou BSc) ou Doctorat avec expérience professionnelle d'au moins trois ans relevant du secteur de l'information documentaire (bibliothèque, archives, centre de documentation).

Les *spécialistes en conservation* doivent également remplir la condition suivante :

- être porteur à la date d'inscription à la présente procédure d'un diplôme conforme aux critères énoncés par la Confédération Européenne des organisations de Conservateurs-restaurateurs (ECCO) de niveau Master ou d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans relevant du secteur de la conservation.

-

Les *architectes* doivent également remplir l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'architecte des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne, de Zurich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, de l'université de Genève, des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

## 2. INFORMATIONS GENERALES

### 2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève  
Département des constructions et de l'aménagement  
Direction du patrimoine bâti  
Rue du Stand 25  
1204 Genève

### 2.2 Nature et importance du marché

#### Présentation de la Bibliothèque de Genève

Formellement constituée dans le sillage de la fondation du Collège et de l'Académie de Calvin en 1559, la Bibliothèque de Genève (ci-après BGE) est historiquement la doyenne des institutions culturelles de la Ville de Genève. Ses pôles d'excellence correspondent aux moments forts de l'histoire intellectuelle, culturelle et religieuse de Genève : la Réforme, les Lumières, les Genevensia et la vocation internationale de la Ville au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Elle agit aussi pour constituer le patrimoine genevois contemporain d'origine privée et assure le dépôt légal cantonal. Ses missions principales sont donc de constituer, de sélectionner, de préserver, de valoriser et de transmettre aux générations futures, sans distinction socio-économique ou culturelle, le patrimoine genevois qu'il soit manuscrit ou imprimé, analogique ou numérique.

Elle est tout à la fois :

- une **bibliothèque patrimoniale et de conservation**, assumant la responsabilité de constituer et de transmettre le patrimoine intellectuel de la ville et son héritage encyclopédique aux générations actuelles et futures ;
- une **bibliothèque savante**, aux fonds scientifiques étendus, avec les domaines d'excellence cités ci-avant et reconnus dans les sciences humaines et sociales ;
- une **bibliothèque d'étude et d'information permettant au public le plus large** de tirer parti de ses collections et établissant des partenariats avec des chercheurs ; une bibliothèque au rayonnement international, entretenant des relations avec les institutions comparables en Suisse et à l'étranger, et servant de lieu de référence pour la production littéraire et scientifique genevoise ;
- une **bibliothèque numérique**, mission émergente au cœur des enjeux actuels.

Aujourd'hui, la BGE se déploie sur quatre sites emblématiques de la vie de la cité (cf. annexe - plan de situation des sites constitutifs de la BGE) :

- dans le parc des Bastions, la **Bibliothèque publique et patrimoniale** ;
- au Boulevard du Pont d'Arve, le **Centre d'iconographie** ;
- dans le quartier des Délices, l'**Institut et Musée Voltaire** ;
- dans la maison des arts du Grütli, la **Musicale**.

Par ailleurs, la BGE dispose de trois locaux dédiés à la conservation des documents :

- Site du Seujet : 3 km/linéaires, répartis en deux espaces, le premier loué, le second mis à disposition par l'Université en échange de prestations.
- Site Georges-Favon : 894 m/linéaires de stockage (local partagé avec la Bibliothèque d'art et d'archéologie du Musée d'art et d'histoire de la Ville de Genève), sous la plaine de Plainpalais.
- Site Carré Vert : 12,5 km/linéaires dans les nouveaux dépôts de conservation qui accueilleront en 2019 les fonds patrimoniaux de l'Institution.

Elle assume également la mission d'administrer et d'entretenir la bibliothèque de la Villa la Grange : seule bibliothèque du XVIII<sup>e</sup> siècle conservée dans son intégrité à Genève.

Au-delà des 2,5 millions d'ouvrages de la collection générale (constituée par les imprimés modernes, notre patrimoine en devenir), la Bibliothèque conserve entre 4 et 5 millions d'images, 50 000 partitions, 25 000 manuscrits, 120 000 livres anciens et plus de 10 000 documents audiovisuels.

Dans ce contexte, le présent mandat concerne le devenir du site des Bastions à penser dans son interaction avec les autres sites de la BGE et en tenant compte de l'existence d'un ensemble architectural partagé avec l'Université de Genève dans le Parc des Bastions.

Quatre problèmes graves ont été identifiés suite à plusieurs audits et rapports auxquels le site des Bastions doit faire face depuis plus de 25 ans. Ceux-ci révèlent que le devenir de l'Institution BGE est en danger. L'utilisation et la densification des espaces ont été poussées à un point tel que la sécurité du bâtiment ne peut plus être garantie, notamment en cas de catastrophe. De manière concomitante, dans un avenir proche, le site des Bastions ne pourra plus permettre de stocker les nouveaux versements documentaires et il deviendra impossible d'accueillir efficacement les publics dans le respect des missions d'une bibliothèque du XXI<sup>e</sup> siècle.

### **Problématiques identifiées et objectifs visés**

La pré-étude doit permettre une première mise en cohérence des objectifs scientifiques et culturels de la BGE et doit fournir un faisceau de données spatiales, physiques, économiques, humaines, institutionnelles et réglementaires en se fondant sur l'historique des analyses menées et sur le devenir de l'Institution, le tout en menant une réflexion globale intégrant le devenir des sites.

### **A- Risque de sécurité, à la fois pour les usagers, pour les collaborateurs-trices du site des Bastions et pour la conservation des collections**

Sur le site des Bastions, le manque de place, l'état de vétusté alarmant de certains magasins voire leur inadaptation au respect des normes de sécurité incendie et de conservation, représentent depuis quelques années autant d'entraves au plein exercice des missions de la BGE.

Parmi les points les plus critiques, soulignons :

- Les conditions inappropriées de stockage de certains fonds qui causent des dommages patrimoniaux, notamment pour les supports et matériaux spéciaux,
- Tous les locaux de la bibliothèque sont occupés, même des espaces incongrus qui n'avaient pas été prévus pour le stockage des documents (combles, sous-sols, caves ont été équipés de rayonnages).
- Aucune de ces zones ne répond aux normes climatiques et de conservation que se doit de faire respecter et appliquer une institution de renom international.

Par ailleurs, les conditions de sécurité minimales, tant pour le personnel que pour les collections, ne sont pas assurées :

- Une part importante des collections est conservée à des étages reposant sur une structure autoportante métallique (avec un plancher en bois), qui ne peut plus aujourd'hui accueillir de meubles supplémentaires en raison des risques de surcharge. Cette structure métallique ne répond en aucun point à la sécurité anti-feu et aux normes AEAI.
- Le Service d'Incendie et de Secours a informé la Direction de la BGE que les pompiers ne pourraient pas intervenir dans les magasins situés dans les sous-sols, alors que plusieurs d'entre eux abritent des fonds précieux.

- Le Service d'Incendie et de Secours a signalé également qu'il lui serait impossible d'intervenir dans les combles en raison de l'étroitesse de l'unique escalier d'accès. Or, ces espaces présentent aujourd'hui de véritables charges thermiques puisque des fonds essentiellement composés de papier, y sont stockés dans la charpente.

Dans le cadre de cette pré-étude, il est important de garder à l'esprit que les autres sites de la BGE présentent tous des problèmes semblables à plus ou moins grande échelle et ne peuvent donc potentiellement pas représenter un « réservoir » d'accueil ou de solutions provisoires. Il importera toutefois que la pré-étude établisse clairement cet état de fait. En outre, il faudra s'interroger sur l'intérêt et la possibilité de créer aux Bastions, une offre spatiale et fonctionnelle regroupant le personnel du Centre d'iconographie et de la Musicale, afin d'optimiser l'accueil de publics et faciliter l'extension harmonisée des horaires d'ouverture.

Objectif de la pré-étude :

A la lumière des diagnostics déjà entrepris, de visites in situ et des principes PBC instaurés, les résultats de la pré-étude doivent permettre :

1. d'identifier les espaces des Bastions en termes de sécurité et de conditions de conservation devant être exclus comme zones de stockage ;
2. d'identifier les espaces pouvant faire l'objet de développements potentiels en termes de sécurité pour le public et pour les collections à la faveur d'importants travaux ;
3. de prendre position sur les options avancées à travers les différents rapports existants ;
4. d'énoncer les orientations prédictives en prévision d'études de faisabilité avec une mise en cohérence avec les orientations des autres mandataires.

## **B- La vétusté des installations techniques**

Depuis sa construction, les installations du bâtiment des Bastions ont subi plusieurs modifications. Au fur et à mesure de l'évolution des normes de protection des biens et des personnes, ainsi que des évolutions technologiques, de nouveaux équipements ont été intégrés. Afin de garantir la continuité des missions de la BGE, ces transformations se sont réalisées par étapes, étalées sur de longues périodes, sans couvrir forcément la totalité des zones. Le site des Bastions se retrouve donc actuellement avec des installations hybrides, d'âges et de technologies différents, dans tous les espaces.

Le système de climatisation est obsolète. Il en résulte une consommation énergétique très élevée en hiver et des dégradations accélérées et catalysées sur les collections : l'humidification et la ventilation des locaux, notamment, sont inopérantes. Les portes de l'entrée principale sont la source de courants d'air, les fenêtres historiques sont pour beaucoup non étanches. Ces défaillances provoquent des conditions climatiques qui mettent sérieusement en péril les documents conservés. Ni l'humidité, ni la température du bâtiment ne sont actuellement contrôlables, sauf dans l'annexe Candolle, où d'importants travaux ont eu lieu en 2012.

Les adaptations, transformations et extensions successives ont induit des installations électriques et des appareillages hétéroclites ; ceux qui étaient obsolètes ont rarement été démontés. Ces installations ne correspondent plus aux recommandations en vigueur, aux performances énergétiques requises et aux critères environnementaux. Extrêmement onéreux, leur entretien est un vrai défi. La BGE a investi des sommes importantes dans l'entretien et l'amélioration des infrastructures pour tenter de limiter les dégâts et de gérer au mieux les risques. Ces dix dernières années, la Direction du patrimoine bâti de la Ville de Genève a réalisé, en étroite concertation avec la Direction de la BGE, plusieurs travaux d'entretien visant à contenir cette situation en créant partout où cela était possible des dispositifs coupe-feu, une détection incendie et une détection eau.

Tous ces investissements ont permis de maintenir, autant que possible, les conditions de travail et de stockage. Les possibilités d'amélioration de la situation par de telles mesures de gestion sont aujourd'hui épuisées. Celles-ci ne permettent pas de résoudre les différents problèmes pour garantir un lieu de travail sécurisé tant pour les personnes que pour les biens patrimoniaux et pour permettre à la Bibliothèque de Genève de remplir sa mission culturelle en délivrant des prestations adaptées aux besoins actuels du public. Un assainissement est aujourd'hui indispensable.

Objectif de la pré-étude :

A la lumière des diagnostics déjà entrepris, de visites *in situ*, d'entretiens, les résultats de la pré-étude doivent permettre :

1. de mesurer la capacité technique des infrastructures (en regard des collections : mise en valeur et préservation) à répondre aux objectifs culturels notamment pour prévoir les impacts programmatiques ;
2. d'énoncer des orientations en prévision d'études de faisabilité avec une mise en cohérence avec les autres mandataires

### C- La saturation imminente des espaces de stockage

Conçue pour abriter 70'000 ouvrages aux Bastions, la BGE conserve sur ce site aujourd'hui plus de 2 millions de documents.

Sous forme de supports variés, ces fonds exigent des bâtiments et du mobilier adaptés ainsi que des conditionnements de conservation aux dimensions appropriées. Selon les estimations réalisées par la Direction de la BGE, la saturation des locaux de stockage devrait intervenir en 2025.

La mise à disposition de la BGE de 1'150 m<sup>2</sup> au Carré Vert permettra de réorganiser le stockage en mettant les biens les plus précieux dans ce dépôt dont les conditions de maîtrise du climat seront garanties. Toutefois, la situation redeviendra rapidement critique, sachant que chaque année les collections augmentent, tous sites confondus et ce, malgré la révision critique des collections mise en œuvre en 2012 et le développement des ressources numériques.

Par ailleurs, l'engorgement des espaces de stockage aux Bastions a entraîné sur les autres sites un report de charges (déploiement de collections dans des espaces externes, parfois loués, alors qu'il s'agit de collections très consultées - par ex. : Sujet - complexifiant la mobilité des collections, etc.).

Objectif de la pré-étude :

A la lumière des diagnostics déjà entrepris, de visites *in situ*, d'entretiens et des principes PBC instaurés, les résultats de la pré-étude doivent permettre :

1. de définir précisément le niveau d'exploitation, de surexploitation voire d'étouffement des zones de conservation (en incluant l'ensemble des sites) ;
2. de se positionner sur les options avancées à travers les différents rapports ;
3. d'énoncer des orientations en prévision d'études de faisabilité avec une mise en cohérence avec les autres mandataires.

## D- L'inadaptation des infrastructures d'accueil et de service aux publics

Dès 1905, le bâtiment a connu des modifications lourdes pour accroître les surfaces publiques d'accueil et les lieux de stockage (subdivisions des étages, création d'extensions et d'annexes). À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, son contenu correspondait au contenant. Aujourd'hui, l'harmonie est rompue. La disparition et la destruction des espaces architecturaux initiaux rendent le bâtiment illisible. La recherche d'espace de stockage n'a pas seulement brisé la cohérence architecturale de ce bâtiment historique, elle a fait éclater la logique d'implantation des services publics : il n'y a pas moins de huit surveillances ou permanences de salles à assurer dans des espaces spatialement dispersés, uniquement pour le site des Bastions. Le site des Bastions a été poussé à s'accroître sans pensée architecturale globale et raisonnée. Ce constat englobe également les autres sites qui souffrent des conséquences d'inadaptation des espaces (tant sur la chaîne de travail que pour l'offre aux publics).

Les conséquences de cet éclatement sont désastreuses :

- *Organisation des missions et personnel :*  
Impossibilité de mettre en œuvre une logique de travail rationnelle, y compris entre les sites. Non seulement les équipes d'accueil des publics, mais aussi les ateliers techniques sont tous séparés. Aucune mutualisation rationnelle des compétences, des forces, des moyens et des équipements n'est envisageable. Cette situation entraîne des affectations RH inadaptées aux réels besoins de développement de l'institution et limite l'extension des horaires d'ouverture.
- *Accueil des publics et offres :*  
Impossibilité de bénéficier d'un grand libre accès, à l'exemple de celui de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne, ni de créer un libre accès continu avec celui que va réaliser l'Université de Genève dans le bâtiment universitaire adjacent. Impossibilité d'augmenter les capacités d'accueil dont a besoin la communauté genevoise et universitaire.
- *Sécurité :*  
Impossibilité de créer des zones de vestiaires et de casiers suffisantes permettant le dépôt des objets personnels des lecteurs, afin de limiter les risques de vol.
- *Convivialité :*  
Difficulté d'installer une signalétique claire qui permette une circulation aisée du public dans un bâtiment où la continuité des espaces a été rompue.  
Difficulté d'offrir des espaces conviviaux et confortables indispensables au développement des bibliothèques actuelles, partout dans le monde.

Ainsi, il convient de garder à l'esprit deux données fondamentales pour de potentiels développements :

- Les missions et activités des sites, notamment le Centre d'iconographie et la Musicale mais également l'institut et musée Voltaire, et leur devenir.
- Le projet imminent et majeur de rénovation de l'Université de Genève. Outre les liens scientifiques et les partenariats existants, la possibilité de coordonner les missions, les espaces notamment par la création d'une ouverture, véritable lien physique entre les bâtiments, peuvent représenter des opportunités de développement qu'il convient de porter dans la réflexion.

Objectif de la pré-étude :

A la lumière des diagnostics déjà entrepris, de visites *in situ*, d'entretiens, de benchmarking, les résultats de la pré-étude doivent permettre :

1. d'identifier les atouts et les faiblesses, les risques et les opportunités et par conséquent le potentiel de développement du site des Bastions en intégrant les autres sites à travers le prisme des usagers en formulant des orientations claires sur son devenir dans le domaine bibliothéconomique ;
2. d'énoncer des orientations en prévision d'études de faisabilité avec une mise en cohérence avec les orientations des autres mandataires.



### 2.2.1 Situation foncière

Le bâtiment de la Bibliothèque de Genève est situé au 3, rue de Candolle, sur la parcelle N° 6159, feuille 18 du cadastre de la commune de Genève, section Cité.

### 2.2.2 Coût estimé de l'opération

L'opération globale n'a pas été estimée à ce stade. Une estimation de l'ampleur financière du projet fait partie du présent mandat.

### 2.2.3 Prestations des mandataires

Le groupement de mandataires piloté par le spécialiste en bibliothéconomie, aura pour mission d'évaluer le profil actuel de l'institution, de mettre en lumière ses principales qualités, ses forces et ses faiblesses, de redessiner s'il le faut son organisation, ses services et son offre culturelle, en utilisant la technique du *benchmarking* pour chercher les meilleures performances et ainsi proposer des objectifs à atteindre pour que la BGE devienne un acteur de premier plan international.

De concert avec l'équipe pluridisciplinaire de la bibliothèque et avec une vision claire des enjeux actuels et futurs, ce travail d'analyse doit permettre de produire tous les éléments tels que rapports, diagrammes et recommandations nécessaires à la définition d'un fonctionnement optimal de l'institution. En parallèle, le bâtiment fera l'objet d'une analyse approfondie et d'une proposition d'organisation des espaces pour les objectifs nouvellement définis. In fine, cette phase de pré-étude doit préciser l'avenir de la BGE, dans ses activités ainsi que dans sa matérialité architecturale. Les prestations du groupement comprendront la mise au point d'un programme de concours d'architecture selon la SIA 142.

Les mandataires choisis ne pourront pas participer aux prochaines étapes, leur mandat est limité à la phase de pré-étude, objet de cet appel d'offres.

## A. Spécialiste en bibliothéconomie - pilote du groupement

Sur la base de diagnostics existants, des documents fondateurs<sup>1</sup>, d'un benchmarking au niveau national voire international, des groupes de travail en cours, ainsi que sur l'analyse *in situ* du site des Bastions, des autres sites de la BGE et de ses services (via des entretiens), le mandataire devra répondre à la question suivante :

*En intégrant un degré de contextualisation aussi fin que possible dans l'analyse, vers quel modèle, la Bibliothèque de Genève doit-elle évoluer, quitte à revoir le modèle existant ?*

L'analyse du mandataire aura pour objectifs de cerner ce degré de torsion à opérer par rapport aux modèles intellectuels, organisationnels et architecturaux existants. Parmi les préoccupations à intégrer : celles transversales de développement culturel, urbain, touristique, social (nouveaux usages émergents ou méconnus).

Par-delà l'organisation du site des Bastions, il aura pour mission :

- de réaliser une photographie précise et honnête des atouts et difficultés de l'Institution BGE en étudiant l'environnement de l'Institution et l'Institution elle-même,
- de dégager pour chaque item ses atouts et ses limites et d'analyser en quoi ceux-ci ont un impact positif ou négatif sur le fonctionnement de la Bibliothèque de Genève
  - a. Atouts et contraintes de l'environnement
    - Place dans la cité
    - Implantation dans un réseau d'opportunités et de mutualisation, notamment l'Université
    - Publics actuels et potentiels
    - Partenariats existants
    - Etc.

---

<sup>1</sup> A faire lister : rapport transition, Plan Directeur des Bibliothèques, feuille de route, etc.

b. Atouts et contraintes de la Bibliothèque existante

- Bilan du fonctionnement de l'organisation spatiale en regard du modèle préconisé
  - Caractère de la Bibliothèque : patrimoniale ?, lecture publique/scientifique ? ; isolée ou insérée ? ; lieu de mémoire, de conservation, d'information ou de plaisir ?, etc.
  - Collections
  - Services/budgets
- de formuler, en regard de ses atouts et de ses faiblesses, des risques et des opportunités identifiés, le potentiel de développement de la Bibliothèque de Genève en partant d'une vision clarifiée de sa mission et en inscrivant les usagers au cœur de la réflexion. Il proposera des orientations claires sur son devenir dans le domaine bibliothéconomique.
  - de formaliser des orientations en prévision d'études de faisabilité avec une mise en cohérence avec les orientations des autres mandataires.

## B. Spécialiste en conservation

Sur la base de diagnostics existants<sup>2</sup>, des outils de suivi actuels, de la politique de conservation instaurée, d'un benchmarking au niveau national voire international ainsi que sur l'analyse *in situ* des espaces de stockage et de traitement de la Bibliothèque, le mandataire devra répondre en collaboration avec les mandataires en bibliothéconomie et en architecture, à la question suivante :

*Au vue de l'éclatement et de l'état des collections et des espaces, des contraintes architecturales, des sites géographiquement dispersés, des moyens humains et matériels et des pratiques en place dans le domaine de la conservation, comment envisager une rationalisation de la conservation adaptée aux futurs besoins de l'Institution ?*

L'analyse du mandataire aura pour objectif de dresser un bilan critique précisant forces, faiblesses et limites de la conservation. Parmi les préoccupations à intégrer : celles d'hétérogénéité des collections et des supports, d'éloignement physique des collections entre les sites, d'accroissement continu et inéluctable des collections et des activités de l'Institution.

Il aura pour mission :

- de dresser une mesure du retour sur investissement des pratiques mises en œuvre dans le domaine de la conservation
- de définir précisément le niveau d'exploitation, de surexploitation voire d'étouffement des espaces
- de mettre en perspective l'échelle de l'Institution et de ses espaces/bâtiments concernés en considérant l'ensemble des conditions physiques offertes du point de vue de la conservation ; l'échelle muséographie-archivistique-bibliothéconomique qui intègre toutes les données liées aux activités de la Bibliothèque de Genève. Il s'agit notamment d'analyser la capacité des collections et des infrastructures à répondre aux objectifs culturels (mise en valeur, préservation) et de prévoir les impacts programmatiques
- d'esquisser des orientations en prévision d'études de faisabilité avec une mise en cohérence avec les orientations des autres mandataires

## C. Architecte

Sur la base de rapports et d'études existants et des renseignements pris auprès du maître d'ouvrage (MO), le mandataire architecte devra accompagner l'équipe avec des schémas d'occupation réalistes compte tenu du gabarit actuel et des possibilités concrètes d'extension au sous-sol.

---

<sup>2</sup> A faire lister : rapport transition, rapports Giovannini, etc.

Comme cette phase préliminaire **devra** se conclure sur un programme qui donnera lieu à un concours d'architecture, l'objectif n'est pas de proposer un avant-projet d'occupation mais de laisser la liberté d'une réflexion ultérieure au moment du concours.

Le bâtiment de l'Université, voisin de celui de la bibliothèque et faisant partie du même ensemble architectural dans le Parc des Bastions, est en cours de rénovation. Il sera donc question de vérifier et provoquer certaines synergies qui paraissent très évidentes et de prolonger certaines activités communes aux deux institutions, celles-ci partageant largement le public universitaire.

Le bâtiment de la bibliothèque a été amputé d'une partie de sa substance historique par le passé avec des interventions répétées dont le but était la plupart du temps de gagner de la surface de stockage. Le travail de l'architecte devra aussi aider à mettre en valeur les volumes spatiaux d'origine et tous les éléments patrimoniaux du bâtiment qui subsistent aujourd'hui et qui seront remis en état. L'étude historique de 2002, qui est jointe au présent appel d'offres, est une base de référence. Le mandataire devra collaborer avec l'Unité de la conservation du patrimoine architectural de la Ville de Genève afin d'actualiser et compléter le rapport existant dans le but de proposer des spatialités en harmonie avec l'essence historique des lieux.

Il aura donc pour mission :

- d'évaluer d'une manière précise le bâtiment de la bibliothèque à travers des sondages, d'études historiques et des rapports techniques existants ;
- de déceler le potentiel spatial du bâtiment, en rapport aux conclusions du pool ;
- de faire des propositions d'organisation spatiales qui pourraient contribuer aux conclusions du pool ;
- de proposer à la fin des prestations du pool, un programme de base pour l'organisation d'un concours d'architecture.

Le travail du groupement de mandataires devrait être matérialisé par :

- un rapport d'état
- un rapport comparatif - benchmarking
- un rapport d'orientations
- un programme de locaux/surfaces
- l'estimation sommaire du coût des travaux.

▪ **Etablissement de l'offre**

Le pilote du pool donnera, dans son offre, le détail du calcul des honoraires.

Si le pilote juge nécessaire, pour l'accomplissement du mandat, d'effectuer des prestations au tarif temps, des relevés ou des sondages complémentaires, etc., leurs coûts seront décrits et compris dans l'offre.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT, sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

▪ **Frais accessoires**

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

**2.2.4 Délais**

Les études se dérouleront pendant une année environ à compter de la date d'adjudication du mandat, prévue pour **octobre 2019**.

**3. CONDITIONS DE PARTICIPATION**

**3.1 Délai pour la remise des offres**

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **25 juin 2019 à 11h00**.

**auprès de**

Ville de Genève  
Département des constructions et de l'aménagement  
Unité soumissions  
Rue de l'Hôtel-de-Ville 4 (3<sup>ème</sup> étage inférieur)  
Case postale 3983  
1211 Genève 3  
Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

*Dossier expédié par la poste* : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

**3.2 Présentation de l'offre**

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'une clé USB contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Si le rendu est sous forme de planche, une réduction A3 devra être fournie.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier, doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

**APPEL D'OFFRES M230TI**  
**Bibliothèque de Genève – Rénovation complète du bâtiment**  
**Phase préliminaire de pré-étude**  
**Rue de Candolle 3 – 1204 Genève**

### **3.3 Recevabilité de l'offre**

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002).

### **3.4 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier**

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

### **3.5 Motifs d'exclusion**

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

### **3.6 Conflit d'intérêts**

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

### **3.7 Incompatibilité**

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

### **3.8 Nombre d'offres**

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

### **3.9 Association de bureaux**

L'association de bureaux *est admise*

### **3.10 Sous-traitance**

La sous-traitance *n'est pas admise*

### **3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché**

La langue officielle acceptée est le français.

### **3.12 Devise monétaire applicable**

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

### **3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations**

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

### **3.14 Durée de validité de l'offre**

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.  
Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

### **3.15 Variante d'offre**

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

### **3.16 Indemnisation**

L'élaboration du dossier *ne donne droit à aucune indemnité*

### **3.17 Marché divisé en lots**

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

### **3.18 Offre partielle**

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

### 3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

## 4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

### 4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

### 4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

### 4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **29 mai 2019 à 16h00**

auprès de

Ville de Genève

Département des constructions et de l'aménagement

Direction du patrimoine bâti

Fax : 022 418 21 01

patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch)

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

#### 4.4 Visite du site d'exécution

Une visite obligatoire du site d'exécution sera organisée le **21 mai 2019 à 14h00**.

#### 4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

#### 4.6 Audition des candidats

Une audition des candidats sera organisée le 3 juillet 2019 à 14h00 à la *Direction du patrimoine bâti*. Une communication sera faite aux candidats en temps utile.

#### 4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	Pondération
1. compréhension de la problématique	30 %
2. références du groupe	30 %
3. qualité économique globale de l'offre <i>prix</i>	30 %
4. organisation du groupe	10 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>

#### 4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.



#### 4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

#### 4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$\text{Note offre}_x = \left( \frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

#### 4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Prénom/Nom	Société / fonction / profession
Mme Martine Koelliker	Ville de Genève – Département de la Culture et du Sport Directrice adjointe
M. Frédéric Sardet	Ville de Genève – BGE Directeur
Mme Nelly Cauliez	Ville de Genève – BGE Responsable conservation préventive
M. Nicolas Schaetti	Ville de Genève – BGE Responsable conservation collections spéciales
M. Jacques Cordonier	Chef du service de la culture – Etat du Valais
M. Philippe Meylan	Ville de Genève – Direction du patrimoine bâti Directeur
Mme Adriana Lascano-Christe	Ville de Genève – Direction du patrimoine bâti Architecte

#### **4.12 Modifications de l'offre**

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

#### **4.13 Décision d'adjudication**

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

#### **4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication**

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

#### **4.15 Voies de recours**

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

#### **4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication**

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 102 (édition 2003) est applicable.